

**GROUPE DE RECHERCHES ET D'ESSAIS
CINEMATOGRAPHIQUES**

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

14 Rue Alexandre Parodi
75010 PARIS

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2024

GROUPE DE RECHERCHES ET D'ESSAIS CINEMATOGRAPHIQUES

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
14 Rue Alexandre Parodi
75010 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association GROUPE DE RECHERCHES ET D'ESSAIS CINEMATOGRAPHIQUES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GROUPE DE RECHERCHES ET D'ESSAIS CINEMATOGRAPHIQUES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- Les subventions engagées par les groupes de lecture en 2024 pour les films dont les contrats sont non signés, ou en cours de signature au 31 décembre 2024 sont comptabilisés en dettes diverses tels que décrits dans la rubrique « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe.
- S'agissant des fonds dédiés au financement de la production de film, nous avons examiné les procédures en vigueur dans votre association pour leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable dans des conditions satisfaisantes. Nous nous sommes assurés que les subventions engagées identifiées à l'occasion de la mise en œuvre de ces procédures étaient décrits de façon appropriée dans la rubrique « Tableau de suivi des subventions d'exploitation » de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.



Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de l'association.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nogent sur Marne, le 3 juin 2025
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO IDF AUDIT

Christian SERPAUD



Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	36 799	36 799		15
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	18 817	18 817		
Autres immobilisations corporelles	62 879	58 861	4 019	5 447
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	118 496	114 477	4 019	5 462
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	34 014	7 642	26 373	93 955
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	236 675		236 675	254 995
Valeurs mobilières de placement	101 300		101 300	101 300
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	269 739		269 739	120 163
Charges constatées d'avance	9 055		9 055	4 511
TOTAL III	650 783	7 642	643 141	574 924
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	769 279	122 119	647 160	580 387

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	40 618	40 618
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	10 220	4 634
Excédent ou déficit de l'exercice	6 632	5 586
Situation nette	57 470	50 838
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
TOTAL I	57 470	50 838
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		2 348
TOTAL III		2 348
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65 745	59 688
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	97 271	107 458
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	426 674	354 655
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		5 400
TOTAL V	589 690	527 201
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	647 160	580 387

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	580	490
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	267 087	246 762
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	850 163	780 880
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	9 081	14 968
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	13 850	13 350
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	42 747	54 190
Utilisations des fonds dédiés	2 348	9 552
Autres produits	352	580
TOTAL I	1 186 208	1 120 771
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	181 590	172 994
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	13 790	15 157
Salaires et traitements	312 016	305 645
Charges sociales	120 085	112 556
Dotations aux amortissements et dépréciations	3 004	6 452
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	555 530	508 152
TOTAL II	1 186 015	1 120 955
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	193	-184
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	7 455	6 559
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	7 455	6 559
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	7 455	6 559
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	7 649	6 375

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	1 017	790
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 193 664	1 127 331
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 187 032	1 121 745
EXCÉDENT OU DÉFICIT	6 632	5 586

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	236 327	210 077
Bénévolat		
TOTAL	236 327	210 077
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature	22 398	26 086
Mise à disposition gratuite de biens	53 077	55 863
Prestations en nature	160 853	128 128
Personnel bénévole		
TOTAL	236 327	210 077

Annexe

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 647 160 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 6 632 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Activité de l'association

Le GREC (Groupe de Recherches et d'Essais Cinématographiques) produit de premiers court métrages - fiction, expérimental, film d'art, animation, essai - en veillant à leur caractère singulier et innovant.

Créé en 1969 par Jean Rouch (cinéaste), Pierre Braunberger et Anatole Dauman (producteurs) pour développer la création de premiers films de court métrage, le GREC a soutenu depuis sa création plus de 1200 films et produit une vingtaine de films par an, permettant de découvrir de nombreux cinéastes.

Depuis quelques années, le GREC propose un Diplôme Universitaire à l'IUT de Corse, et des ateliers de réécriture et de montage en Régions.

Le GREC est soutenu par le CNC et par les industries techniques depuis son origine.

Depuis quelques années, le GREC développe de nouveaux partenariats : résidence de réalisation au Musée de l'histoire de l'immigration, Concours de scénario 5x2 minutes Mini-série avec la Cinémathèque et le Festival du film court en plein air de Grenoble, Collections La 1ère image et l'Animal avec le Cnap, et s'ouvre ainsi à des formes nouvelles. Les films du GREC sont diffusés en festivals, en salles, plateformes web et pour certains sur les chaînes de télévision.

Ses ressources financières proviennent en premier lieu des subventions du CNC, de l'Etat, des collectivités territoriales (Régions, Départements principalement)

Le GREC obtient également des ressources financières propres (facturation, contributions) principalement pour les activités de formation (à travers les ateliers de réécriture et de montage) mais aussi les cotisations et le mécénat.

Faits caractéristiques

La subvention du CNC d'un montant de 564 000 € a été répartie comme suit :

- Fonctionnement : 291 000 € .
- Production des films des groupes de lecture : 227 000€
- Production des films Appels à projets : 46 000€

Les soldes restant à utiliser au 31 décembre 2024 s'établissent à 21 275 euros.

Pour mémoire les subventions engagées par les groupes de lecture en 2024 pour les films dont les contrats sont non signés, ou en cours de signature au 31/12/2024 se répartissent entre les différents groupes de lecture de la manière suivante :

- Groupe de lecture 1 : 40 000€ (2 films)
- Groupe de lecture 2 : 0€ (0 film)
- Groupe de lecture 3 : 40 000€ (2 films)
- Groupe "commission Ateliers" : 19 000€ (1 film)

Soit un total de 99 000€.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations, et sont comptabilisés en charges.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Installations techniques | 5 à 10 ans, |
| • Matériels et outillages | 4 à 10 ans, |
| • Matériel de bureau et informatique | 2 à 5 ans, |
| • Logiciels | 1 à 3 ans. |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés ne sont pas comptabilisés.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.38% (taux Iboxx Corp. AA10+).

La dernière réforme des retraites a introduit une progressivité de l'âge de départ à la retraite pour les salariés nés entre le 01/01/1961 et le 31/12/1967.

L'évaluation présentée ici tient compte des impacts de cette réforme.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 36 034 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés sont soldés à la clôture de l'exercice.

Contributions volontaires en nature

L'association procède tous les ans à l'évaluation des principales contributions volontaires en nature dont elle est bénéficiaire.

Elle procède à une analyse des différentes activités et recense les contributions ayant un montant significatif et pouvant être justifiées par un document probant.

L'activité de production des films représente l'activité principale de l'association et concentre également les principales contributions volontaires en nature.

L'association bénéficie de remises importantes de la part des prestataires techniques sur la location ou l'utilisation de certains matériels. Ces remises qui apparaissent sur les factures sont valorisées.

L'activité de diffusion des films bénéficie de prestations gratuites ou avec des remises importantes.

Ce sont des insertions publicitaires ou bannières offertes, des exonérations de frais d'inscriptions à des festivals, des mises à disposition de salle de projection gratuites ou à prix réduit.

L'activité d'organisation du diplôme universitaire de l'Université de Corse bénéficie lui aussi des prestations gratuites, de mise à disposition de matériel et de personnel de la part des partenaires.

L'activité de formation (Ateliers et Résidences) bénéficie d'apports conséquents en nature et en matériel. Ce sont des mises à disposition de salles de travail, de montage, de mixage, de projection et des remises de prestataires techniques.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2024 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 0 euros. Effectivement, aucune rémunération n'est versée aux organes d'administration, de direction et de surveillance.

Honoraires versés aux commissaires aux comptes

Sur l'exercice clos au 31 Décembre 2024, le montant des honoraires versés aux commissaires aux comptes s'établit à 8 400 euros.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence. A la clôture de l'exercice 2024 les valeurs mobilières de placement sont composées de parts sociales de la banque mutualiste de l'association.

Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger

Néant

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	36 799		
TOTAL	36 799		
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui			
Installations : - Générales, agencements et aménagements constructions - Techniques, matériel et outillage	18 817		
- Générales, agencements et aménagements divers	16 361		
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier	45 541		977
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	80 720		977
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations - Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GÉNÉRAL	117 519		977

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			36 799	
TOTAL			36 799	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations : - Gales, agencts et aménagt. const. - Techniques, matériel et outillage			18 817	
- Gales, agencts et aménagt. divers			16 361	
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier			46 518	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL			81 697	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations - Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL			118 496	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				36 784	15		36 799
TOTAL				36 784	15		36 799
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel				18 817			18 817
Installations générales, agencements et aménagements divers				16 361			16 361
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier				40 094	2 406		42 499
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				75 272	2 406		77 678
TOTAL GÉNÉRAL				112 056	2 421		114 477

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
Provisions pour : - Reconstitution des gisements				
- Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
Provisions pour : - Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
- Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II				

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
Immobilisations : - Incorporelles				
- Corporelles				
- Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	9 398	583	2 340	7 642
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III	9 398	583	2 340	7 642
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	9 398	583	2 340	7 642
- D'exploitation		583	2 340	
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux	7 642	7 642	
Clients, usagers et comptes rattachés	26 373	26 373	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	225	225	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 060	2 060	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	191 200	191 200	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	43 190	43 190	
Charges constatées d'avance	9 055	9 055	
TOTAL	279 744	279 744	

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	65 745	65 745		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	13 681	13 681		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	77 022	77 022		
Impôts sur les bénéfices	1 017	1 017		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 551	5 551		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	426 674	426 674		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	589 690	589 690		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 203	18 895
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	21 047	27 597
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	35 250	46 491

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	1 800	3 600
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	1 291	252
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	3 091	3 852

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation		5 400
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			5 400

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	9 055	4 511
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		9 055	4 511

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	5	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	2	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	7	

Variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Subvention CNC 2021 complé	2 348		2 348				
TOTAL	2 348		2 348				
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	2 348		2 348				
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif (2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				

Variation des fonds propres art.431-5
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	40 618				40 618
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	4 634	5 586			10 220
Excédent ou déficit de l'exercice	5 586	-5 586	6 632		6 632
Situation nette	50 838		6 632		57 470
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	50 838		6 632		57 470